

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 12/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALTIA

ALTIA BEAUCOURT
98 rue Pierre Beucler
90500 Beaucourt

Références : UID257090/SPR/JJ/2025 1606A
Code AIOT : 0005901330

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement ALTIA implanté 98 rue Pierre Beucler 90500 Beaucourt. L'inspection a été annoncée le 10/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

ALTIA faisait partie d'un groupe industriel spécialisé dans les composants automobiles, présent sur plusieurs sites en France. L'entreprise a fait l'objet d'une liquidation judiciaire, ce qui a conduit à l'arrêt de l'exploitation du site de Beaucourt, laissé ensuite dans un état de déshérence partielle avant rachat par la SCI CCCS BEAUCOURT. Le préfet du Territoire de Belfort a diligenté les procédures de cessation définitive d'activités prévues à l'article 512-39-1 (et suivants) du code de l'environnement à l'encontre de la société ALTIA, puis (par le fait de l'engagement de la liquidation judiciaire) *in fine* à l'encontre du liquidateur Maître GORRIAS (étude BTSG Paris).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALTIA
- 98 rue Pierre Beucler 90500 Beaucourt
- Code AIOT : 0005901330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALTIA exploitait à Beaucourt (Territoire de Belfort, 90) un site industriel classé au titre des ICPE, dont l'activité principale relevait du secteur de la transformation de métaux, et plus précisément de la fabrication de pièces métalliques pour l'automobile.

Activités principales du site ALTIA Beaucourt :

Emboutissage, découpage, pliage et formage de métaux, notamment pour la production de pièces de structure destinées à l'industrie automobile.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité	AP de Mise en Demeure du 13/07/2016, article Article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, les services n'ont pas pu rencontrer le liquidateur judiciaire, Maître GORRIAS, représentant légal de la société ALTIA. La visite a été menée en présence de Monsieur Millot, co-gérant de la SCI CCCS BEAUCOURT, nouveau propriétaire du site depuis 2022.

Il a été constaté que :

- La totalité des déchets et produits dangereux présents lors de la mise en demeure ont été évacués, bien que les justificatifs n'aient pas été présentés.
- Le site est désormais clôturé, désamianté, sécurisé par vidéosurveillance et système d'alarme.
- Des travaux de remise en état électrique ont été réalisés à neuf, à l'initiative du nouveau propriétaire.
- Des équipements de sécurité sont en cours d'installation, notamment 60 extincteurs.
- L'activité actuelle n'entre pas dans le champ des ICPE et ne présente pas de risque environnemental identifiable à ce stade.

Cependant :

- Le liquidateur n'a engagé aucune démarche suite à la mise en demeure.

- Aucune notification de cessation d'activité n'a été transmise.
 - Un diagnostic de sol réalisé en 2022 par le nouveau propriétaire révèle des incertitudes significatives (zones non investiguées, anomalies non caractérisées, absence d'évaluation des transferts vers les milieux).
 - Les investigations complémentaires préconisées par ce diagnostic n'ont pas été réalisées, ce qui empêche de considérer la cessation d'activité comme finalisée.
 - La détermination de l'usage futur du site, prévue par la réglementation, n'a pas été engagée.
- En conclusion, malgré les efforts notables du nouveau propriétaire pour sécuriser le site, la cessation d'activité ICPE n'est pas achevée, notamment du fait de l'inaction du liquidateur judiciaire et de l'absence de levée des incertitudes environnementales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/07/2016, article Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Maître GORRIAS (étude BTSG Paris), liquidateur judiciaire, es qualites de représentant de la société ALTIA, ci après dénommé l'exploitant, est mis en demeure de satisfaire aux dispositions des articles R. 512-39-1 du Code de l'environnement, et à cet effet, sous un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</p> <p>de notifier la cessation d'activité des installations exploitées par la Société ALTIA sur le site de BEAUCOURT selon les dispositions prévues à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement.</p> <p>Cette notification indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site, accompagnés des justificatifs de la bonne élimination des déchets vers les filières autorisées, 2. des interdictions ou limitation d'accès au site, 3. la suppression des risques d'incendie et d'explosion, 4. la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>A cet effet, l'exploitant devra procéder à la condamnation de l'ensemble des ouvertures (portes ouvertes, fenêtres brisées, ..) ainsi qu'à la suppression des risques liés à l'entreposage de déchets dangereux accessibles au public ou exposés aux intempéries, notamment la totalité des fûts et bidons encore présents sur le site. L'exploitant devra en outre faire réaliser un diagnostic de l'état du sol et du sous-sol.</p> <p>de placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-1.</p> <p>de procéder aux démarches prévues à l'article R. 512-39-2 du Code de l'Environnement afin de déterminer l'usage futur du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Maître Gorrias, liquidateur judiciaire, n'étant pas présent lors de la visite d'inspection, les services ont été accueillis par Monsieur Millot, co-gérant de la SCI CCCS BEAUCOURT, propriétaire du site depuis son rachat en 2022 et qui occupe actuellement ce site pour y entreposer le matériel nécessaire à son activité de gestionnaire d'espace verts.</p> <p>Le liquidateur judiciaire n'a entrepris aucune action suite à la mise en demeure qui fait actuellement l'objet d'un contentieux en cours considérant que la société ALTIA avait cédé</p>

l'activité à la société SNOP et estime par conséquent que cette société a été le dernier exploitant du site et doit à ce titre mener la cessation définitive d'activités. Un arrêt de la cour administrative de Nancy daté du 19 juin 2025 confirme cependant la légalité de la procédure de cessation visant le liquidateur.

Monsieur Millot a engagé l'ensemble des actions détaillées ci-après en vue de développer l'activité de son entreprise après l'acquisition foncière du site.

Ainsi, lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la totalité des déchets et produits dangereux identifiés lors de la mise en demeure a été évacuée. Le site est désormais entièrement clôturé, sécurisé et désamianté. Il est également placé sous vidéosurveillance et équipé d'un système d'alarme dont le fonctionnement a été démontré lors de la visite.

Monsieur Millot a précisé qu'avant la reprise, le site avait fait l'objet de pillages et de dégradations : les câbles et installations électriques avaient été entièrement vandalisés et rendus inutilisables. Depuis la reprise, l'ensemble des installations électriques utilisées par l'exploitant a été refait à neuf, depuis le compteur général du site.

L'exploitant a également indiqué qu'il procède actuellement à l'installation de 60 extincteurs répartis sur l'ensemble du site. Par ailleurs, un Q5, un Q17 et un Q18 sont en cours de réalisation (devis signés), ces prestations étant exigées par les compagnies d'assurance.

L'activité exercée actuellement sur le site n'entre pas dans le champ de la réglementation des ICPE et ne nécessite donc pas de classement. Aucun produit chimique n'est utilisé dans le cadre de l'activité, qui ne présente par conséquent pas de risques environnementaux ni de nuisances notables.

Par ailleurs, il est rappelé que le dernier diagnostic de sol en date du 09/11/2022 a conclu qu'en l'état des données disponibles, il n'était pas possible de statuer sur plusieurs points, à savoir :

- des incertitudes subsistent sur les zones non investiguées du site, du fait de contraintes d'accès, de sécurité ou de présence d'amiante ;
- l'extension horizontale et verticale des anomalies identifiées dans les sols n'a pas pu être déterminée ;
- l'existence éventuelle d'un transfert des polluants identifiés dans les sols vers les gaz du sol (volatilisation) et/ou l'eau potable (perméation) n'a pu être évaluée à ce stade ; la qualité de ces milieux demeure indéterminée ;
- l'existence d'un transfert éventuel vers les eaux souterraines (percolation) n'a pu être établie ;
- la compatibilité de l'état des milieux avec les futurs usages du site reste incertaine.

En conséquence, les investigations complémentaires recommandées dans le cadre de ce

diagnostic n'ont, à ce jour, pas été réalisées et la cessation d'activités ne peut être considérée comme finalisée à ce stade. Il est également souligné qu'un arrêté préfectoral de consignation en date du 31 juillet 2018 à été pris à l'encontre de Maître GORRIAS pour la réalisation complète de la procédure de la cessation définitive d'activité comprenant en particulier la constitution d'un diagnostic environnemental complet et la surveillance environnementale du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Maître Gorrias doit, conformément aux conclusions du diagnostic de pollution des sols du 09/11/2022, réaliser les investigations complémentaires suivantes :

Investigations sur les milieux gazeux et ambiants :

- Investigations sur les gaz du sol (A230) et l'air ambiant intérieur (A240), à effectuer dans les locaux directement concernés ou voisins des zones présentant des anomalies en composés volatils dans les sols.

Investigations complémentaires sur les sols (A200), afin de déterminer l'extension des anomalies significatives reconnues :

- En HAP / PCB au niveau des zones de stockage extérieures Sud et Est (S15) ainsi qu'au droit de la cuve de fioul (S19) ;
- En HCT C10-C40 dans le secteur du transformateur côté Nord (S21) et à proximité du local de stockage huiles neuves et lavage-déshuileur (S18) ;
- En HCT C10-C16 dans le hangar de production (S4).

Investigations complémentaires sur les sols (A200) au droit du bâtiment administratif (zone A), suite au désamiantage déjà réalisé du bâtiment administratif, de l'atelier de maintenance et du local compresseurs.

Investigations sur l'eau du robinet (A250) par prélèvements et analyses des composés volatils, afin de vérifier l'existence éventuelle d'un impact et de valider ou non la voie d'exposition associée. Par ailleurs, le liquidateur devra également mener dans sa globalité la procédure de cessation d'activité prescrite aux articles R.512-39-1, R.512-39-2 et R.512-39-3.

Enfin, il est demandé au liquidateur d'informer l'inspection des installations classées de la situation comptable de la liquidation judiciaire de la société ALTIA à Beaucourt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours